

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Enfin-Uribe-accepte-la-creation-d-une-zone-demilitarisee-pour-echange-humanitaire-avec-les-FARCs>

# **Enfin Uribe accepte la création d'une zone démilitarisée pour échange humanitaire avec les FARCs**

- Les Cousins - Colombie -  
Date de mise en ligne : mercredi 14 décembre 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

# Enfin Uribe accepte la création d'une zone démilitarisée pour échange humanitaire avec les FARC

---

**Par l'Agence France-Presse**

Bogota, Le mardi 13 décembre 2005

Le gouvernement colombien a accepté mardi soir la proposition de plusieurs pays européens de créer une zone démilitarisée sous contrôle international dans le sud-ouest du pays afin de négocier un échange humanitaire avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC - guérilla marxiste), a déclaré le président colombien Alvaro Uribe.

« Nous acceptons cette proposition de la France, de la Suisse et de l'Espagne parcequ'elle ne met pas en cause notre souveraineté et ne menace pas nos compatriotes », a affirmé le chef de l'État à la télévision.

Cette initiative devrait permettre une rencontre en vue d'un échange entre le gouvernement et les FARC dans le village d'El Retiro, dans la municipalité de Pradera (département de Valle del Cauca - sud-ouest) où une zone de 180 km<sup>2</sup> devra être démilitarisée, a précisé Alvaro Uribe.

Quelque 40 observateurs internationaux ainsi que des membres de la Croix rouge internationale seront présents pendant ces négociations, a pour sa part indiqué le Haut commissaire pour la paix Luis Carlos Restrepo.

Les observateurs internationaux se trouveront dans la zone de négociations pendant deux semaines afin d'assurer la sécurité de toutes les parties, a-t-il ajouté.

Les FARC avaient réclamé début août comme condition préalable à des négociations « le retrait de la force publique des municipalités de Pradera et Florida » et le retour en Colombie de deux de leurs dirigeants extradés aux États-Unis. Jusqu'à présent les autorités avaient catégoriquement repoussé ces conditions préalables invoquant notamment des raisons de sécurité.

Enfin, fin novembre, le gouvernement colombien avait accepté le principe d'une commission internationale pour trouver un accord.

Le gouvernement et les FARC affirment depuis des mois être l'un et l'autre favorables à un échange tout en s'affrontant sur ses modalités.

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie, 17.000 combattants, réclament la libération de prison de 500 de leurs hommes en échange de celle de 59 personnalités militaires et politiques, dont la Franco-colombienne Ingrid Bétancourt et trois Américains.